

Martin Conway

LE REXISME DE 1940 A 1944 : DEGRELLE ET LES AUTRES

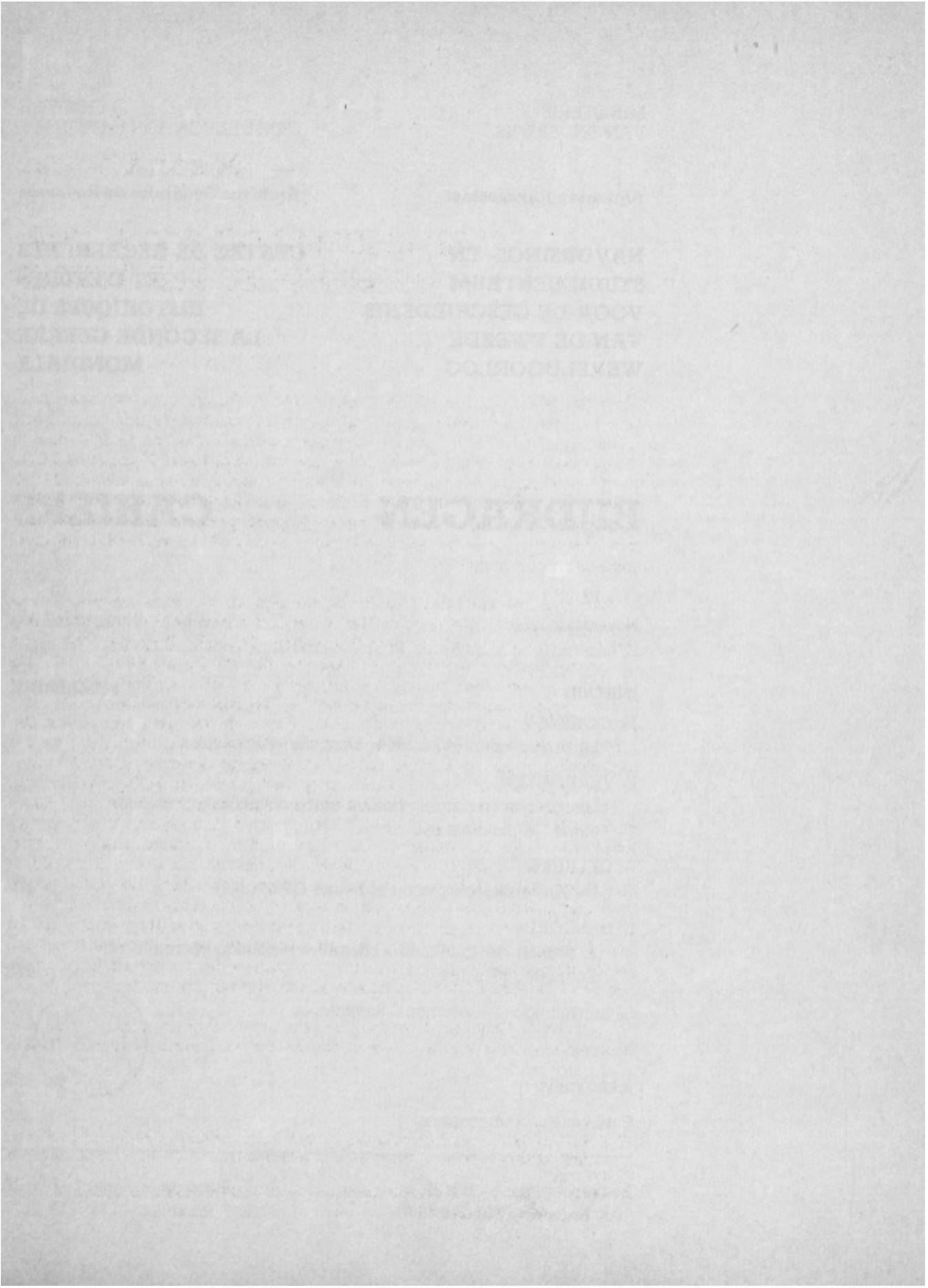
S'il existe sur l'histoire de Belgique de 1940 à 1944 une littérature abondante, l'évolution de Rex sous l'occupation allemande n'a jamais été le sujet d'une étude scientifique. Parmi les travaux d'historiens consacrés à l'histoire de ces « années noires », seul celui d'Albert De Jonghe a considéré la politique de collaboration de Rex (1). Son étude fondamentale de la lutte qui opposa la *Militärverwaltung* et la SS a beaucoup contribué à l'éclaircissement de la signification réelle des actions personnelles de Léon Degrelle et restera le point de départ indispensable pour tous ceux qui voudront comprendre le contexte plus général de l'action des mouvements collaborationnistes.

L'ambition de cet article est beaucoup plus limitée. Il ne se veut qu'une esquisse de l'histoire intérieure de Rex et surtout des attitudes et des ambitions des dirigeants du mouvement pendant l'occupation allemande. Degrelle n'était qu'un de ces dirigeants et il existe une histoire de Rex qui devrait être séparée des ambitions personnelles de son Chef. Le plus souvent, on représente Rex comme l'adjoint fidèle et passif des projets de plus en plus extravagants et fantastiques qui caractérisèrent l'aventure degrellienne. En réalité, en tant que Chef de Rex, Degrelle était peu consciencieux et, souvent, ce ne fut pas ce chef négligent mais des individus moins en vue qui influencèrent l'évolution du mouvement. Ces dirigeants ne formaient pas une unité cohérente. Il y avait parmi eux quelques aventuriers sans scrupules qui ne voyaient dans la collaboration qu'un moyen de s'enrichir ou de s'avancer; mais, pour la plupart, les dirigeants de Rex (aux niveaux central et local) étaient de cette génération de « rexistes de la première heure » qui militaient pour une révolution rexiste depuis la naissance du mouvement dans le monde catholique des années trente. Ils avaient trouvé dans l'idéologie rexiste l'expression de leurs convictions personnelles et ils croyaient — avec sincérité — à la création d'un Ordre Nouveau en Belgique dans le cadre d'une Europe unifiée par l'Allemagne victorieuse. « La trahison n'est pas un idéal » disait un avocat aux procès d'après-guerre (2); mais, même compte tenu des ombres de la collaboration, la sincérité ne fut pas toujours le monopole des vainqueurs.

Cette étude fait partie de recherches plus générales que j'entreprends au sujet du mouvement rexiste et n'en représente que les conclusions provisoires. Ces re-

(1) A. DE JONGHE, *La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles*, in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, III, IV, V, VII et VIII, Bruxelles, 1976-1984.

(2) *Le Soir*, 10/5/46, p. 2, *Le Général Chardonne, le Colonel Frankignoul et le Major Hellebaut devant la Cour Militaire*.



cherches feront l'objet d'une thèse de doctorat qui sera présentée à l'Université d'Oxford (3).

En déclin depuis les premiers mois de 1937, le rexisme de l'hiver 1939-1940 se composait de deux noyaux de dirigeants : les journalistes du *Pays Réel*, et les membres du Conseil Général de Rex et de ses bureaux administratifs. Tous les deux étaient découragés : ils manquaient de ressources, d'effectifs et d'optimisme. La mobilisation avait enlevé à Rex plusieurs de ses éléments les plus dynamiques (4) et la Centrale n'entretenait que des contacts intermittents avec les militants locaux. De plus, l'attitude de Degrelle et de ses collègues du *Pays Réel* face à la guerre heurta les sentiments patriotiques de nombre de militants rexistes qui se sentirent obligés de démissionner d'un mouvement qui épousait une neutralité « à sens unique » (5). Degrelle ne s'intéressait plus à l'organisation du mouvement rexiste; il se dévouait au *Pays Réel* et l'état grave des finances du journal le força à chercher des ressources supplémentaires auprès des sympathisants et même dans les bureaux de l'ambassade allemande à Bruxelles (6).

L'avenir s'annonçait mal mais le moral de Rex fut transformé par les événements de mai 1940. Peu de rexistes se hâtèrent d'accueillir les vainqueurs allemands; ils partageaient, pour la plupart, le sentiment général de défaite nationale et de fidélité au monarque (7). Mais, pour eux, la campagne de mai avait justifié leur critique de l'ancien régime et ils avaient la conviction optimiste que l'heure tant attendue de l'accomplissement de la révolution rexiste était arrivée (8). Degrelle et plusieurs autres dirigeants rexistes, arrêtés le 10 mai par la police belge, furent internés dans des camps français mais les dirigeants restés à Bruxelles s'empressèrent de reconstituer une organisation (9). Malgré les opinions divergentes des dirigeants, on entama des négociations avec l'administration militaire

(3) Qu'il me soit permis de remercier tous ceux qui ont aidé un jeune étranger à comprendre cet aspect de l'expérience belge de la seconde guerre mondiale. Ces recherches n'auraient pas été possible sans l'aide précieuse que m'ont apportée le personnel de l'Auditorat Général près la Cour Militaire et les chercheurs du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale. J'ai une dette toute particulière envers Messieurs Albert De Jonghe et Alain Dantoing. Aucun de ceux que je remercie ne porte de responsabilité dans mes interprétations.

(4) Vandevelde à Odier Daem et Guy de Liedekerke, 15/3/39 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/19) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Jugement et Appel, Procès-verbal de l'audience publique 6/8/48, Doc. 12.

(5) Voir la collection de lettres de démission reçues à la centrale de Rex : CREHSGM, *Archives Rex*, C11/22 — Pierre De Jardin à Daye, 24/8/40 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 372) — *Le Soir*, 26/6/46, p. 2, *Les Conseils de Guerre*.

(6) L. DEGRELLE, *La cohue de 1940*, Lausanne, 1949, p. 88-89 — E. KRIER, *Le rexisme et l'Allemagne 1933-1940*, in *Cahiers...*, V, Bruxelles, 1978, p. 219.

(7) Lettre du Conseil Général de Rex à Léopold III, 7/6/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/109).

(8) P. Teughels au Conseil Général, 2/7/40 et Note remise par le directoire de Rex-Liège au Conseil Général, 19/6/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/118 et C11/321.9).

(9) L. DEGRELLE, *op.cit.*, p. 87-106 — Journal de V. Matthys, p. 1 (CREHSGM) — Résolution du Conseil Général, 26/6/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/108).

allemande en vue de réaliser la réparation du *Pays Réel* réclamée par plusieurs militants du mouvement ⁽¹⁰⁾.

En général, les dirigeants rexistes qui se trouvaient à Bruxelles en juin-juillet 1940 essayèrent d'éviter une prise de position catégorique dans la nouvelle situation politique et ce ne fut qu'après le retour de Degrelle ainsi que d'autres dirigeants rexistes vers la fin de juillet que les ambitions prirent leur essor ⁽¹¹⁾. Degrelle insiste depuis la guerre sur le fait qu'il hésita longtemps avant de s'engager; mais, en réalité, dès sa libération d'un camp d'internement français, il s'élança avec frénésie dans une série de discussions avec des personnalités belges et allemandes ⁽¹²⁾. Déjà, il se voyait chef d'un prochain gouvernement belge et il poursuivit des négociations pré-ministérielles avec Henri De Man et d'autres hommes politiques belges. Cherchant à se faire reconnaître comme l'homme indispensable à toute initiative politique, il essaya de s'assurer l'appui du Roi, du Cardinal Van Roey ainsi que d'Otto Abetz, l'ambitieux ambassadeur d'Allemagne à Paris ⁽¹³⁾. Dans ces discussions, Degrelle s'entoura d'un certain nombre de conseillers et de confidents. Ses anciens collègues journalistes — comme Victor Matthys, Serge Doring et José Streeel — restaient ses compagnons au nouveau *Pays Réel* relancé et ils continuaient à influencer sur les opinions de Degrelle mais le Chef de Rex ne tenait plus aucun compte des membres du Conseil Général ⁽¹⁴⁾. Désormais, ses conseillers les plus influents furent des hommes nouveaux : certains étaient rexistes depuis avant la guerre mais d'autres l'étaient depuis très peu de temps et s'étaient ralliés à la cause degrellienne au cours de l'été de 1940. Parmi ces nouveaux collaborateurs qui entouraient Degrelle, on distingue trois individus importants : Félix Francq, son beau-frère, se chargea de l'administration des affaires personnelles et financières du Chef de Rex ⁽¹⁵⁾. Rutger Simoens, un homme coléreux de réputation violente, était un ancien communiste d'Anvers qui se vantait d'avoir reçu son instruction politique à Moscou

(10) Les autorités allemandes suggérèrent aux rexistes en juin 1940 de relancer *Le Pays Réel*. Charles Raty, beau-frère de Léon Degrelle, repoussa cette proposition; mais, quelques semaines plus tard, d'autres dirigeants rexistes — parmi lesquels Victor Matthys — entamèrent des négociations avec les autorités allemandes en vue de faire reparaître le quotidien rexiste. L'autorisation officielle fut reçue des Allemands à la fin de juillet. Front Populaire de Rex d'Auderghem au Conseil Général, 6/7/40 (CREHSGM, Archives Rex, C11/110) — AUD.GEN., *Dossier Jean Denis*, Info., *Mémoire justificatif d'un condamné à mort*, s.d., p. 25, Doc. 53 — Journal de V. Matthys, p. 1 (CREHSGM) — *Le Soir*, 7/6/46, p. 3, *Les Conseils de Guerre* — TB 8, 3/9/40, p. 528.

(11) Mémoire de V. Matthys, p. 9-10 (CREHSGM).

(12) L. DEGRELLE, *Lettres à mon Cardinal*, Bruxelles, 1975, p. 33 — P. DAYE, *Les mémoires de Pierre Daye*, in *Le Dossier du Mois*, n° 12, Bruxelles, 1963, p. 16.

(13) Voir par exemple : L. DEGRELLE, *La cohue...* — Mémoire de V. Matthys, p. 14-18 et 24-25 (CREHSGM) — Chanoine L'ECLEF, *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, 1945, p. 82-83 — *Recueil de documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949*, s.l., 1949, p. 81-83.

(14) Le Conseil Général se sentit dépassé par les initiatives de Degrelle. Voir par exemple : Brasseur à Vandeveld, 3/8/40 (CREHSGM, Archives Rex, C11/112).

(15) Extrait du Bulletin de la Région de Bruxelles, 25/1/41 (CREHSGM, Archives Rex, C11/92) — *La Cité Nouvelle*, 5/1/45, p. 1, *Où se cache la fortune de Degrelle ?*.

et d'avoir participé aux émeutes de Rotterdam avant la guerre ⁽¹⁶⁾. Enfin, Fernand Rouleau, ingénieur chimiste de formation, avait été un fournisseur des armées nationalistes dans la guerre civile espagnole. S'il faut l'en croire, connaissant l'allemand, il avait même joué à l'intermédiaire entre Franco et les autorités allemandes ⁽¹⁷⁾.

A la fin août, Degrelle s'attela à la création de la nouvelle structure de Rex. Le Conseil Général fut privé de toute influence ⁽¹⁸⁾ et le Chef nomma ses nouveaux conseillers à la tête d'une nouvelle structure hiérarchique. Francq fut employé comme Secrétaire particulier du Chef de Rex et Degrelle nomma Rouleau Lieutenant du Chef de Rex et Simoens Commandant Général des Formations de Combat ⁽¹⁹⁾. Constituée le 9 juillet 1940, cette milice rexiste s'étendit à grands pas et, à la fin de 1940, elle comptait environ quatre mille adhérents ⁽²⁰⁾. Les formations jouissaient d'un rôle primordial dans la stratégie rexiste des premiers mois de l'occupation : milice du parti unique, les Formations de Combat étaient la phalange d'élite qui devait assurer le succès de la révolution rexiste ⁽²¹⁾. A côté d'elle, la structure politique de Rex fut réorganisée. On inaugura une hiérarchie de sections, d'arrondissements et de provinces qui opérait sous la direction d'un journaliste rexiste de longue date, Serge Doring, nommé au nouveau poste de Secrétaire Général de Rex ⁽²²⁾.

Aux postes secondaires, Degrelle désigna dans le plus grand désordre et à tout hasard, une série de délégués et d'adjoints personnels qui seraient chargés de soutenir ses ambitions. Il s'ensuivit une confusion dans des responsabilités trop parallèles que pour être compatibles ⁽²³⁾. Plusieurs individus jouissaient de titres imposants dans la hiérarchie rexiste mais le triumvirat de Francq, Simoens et Rouleau monopolisa l'accès à Degrelle. Rouleau fut le plus habile à exploiter la confiance du Chef de Rex. Le contrôle effectif des cadres du mouvement qui était jusqu'alors aux

(16) Peeters à Damman, 13/8/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/112) — AUD.GEN., *Dossier Albert Constant*, Inst., Albert Constant Pro Just., 18/4/46, Doc. 219-220.

(17) Charles d'YDEWALLE, *Degrelle ou la triple imposture*, Bruxelles, 1968, p. 195 — AUD.GEN., *Dossier Pierre Pauly*, Cour Militaire, Pierre Pauly Pro Just., 28/8/45, Doc. 10 — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 70-71 (CREHSGM) — Télégramme du Chargé d'affaires à Madrid, 10/2/51 (*Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique*, Doc. 11179; je voudrais remercier M. José Gotovitch qui m'a aimablement communiqué une copie de ce document).

(18) Vandeveldé à Serge Doring, 12/9/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/116).

(19) Bulletin du mouvement rexiste, n° 1, 20/9/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/162).

(20) Vandeveldé aux Chefs de Régions, 12/7/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/262) — AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 3/10/45, Doc. 206 — Robert Siméon Pro Just., 15/12/46, p. 1 (CREHSGM, JB 20).

(21) Bulletins du mouvement rexiste, n° 1 et 2, 20/9/40 et 25/10/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/162 et C11/163) — *Le Pays Réel*, 11/10/40, p. 8, *La Formation de Combat, avant-garde des bâtisseurs de l'ordre nouveau* — TB 14, 2/3/41, p. 1.312.

(22) Bulletins du mouvement rexiste, n° 1 et 2, 20/9/40 et 25/10/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/162 et C11/163) — Rex-Wallonie, Extraits de l'Ordre de Service 5/2/41 (*Id.*, C11/321.1).

(23) Voir par exemple : LD à Franck, 10/9/40 et Damman à LD, 20/9/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/90).

mains du Secrétaire Général Doring lui fut ainsi confié avant la fin de 1940 (24).

L'ascendant des nouveaux conseillers suscita une rancune considérable parmi les anciens collègues de Degrelle. Ils n'appréciaient pas l'arrogance des hommes nouveaux (25) et ils se méfiaient de leur influence sur les opinions de Degrelle qui, selon eux, poussait le Chef de Rex vers une position de collaboration ouverte. En l'été de 1940, Degrelle avait voulu jouer la carte patriotique mais son passé douteux et son caractère combatif n'avaient guère favorisé ce projet (26). Déjà, en septembre et octobre, par ses déclarations anglophobes et ses diatribes contre un clergé politicien et anglophile, Degrelle s'était séparé des convictions de la majorité de ses compatriotes (27). De plus, la direction rexiste encouragea une série d'actions directes des militants rexistes contre l'ancien régime démocratique, ce qui contribua à une radicalisation du mouvement (28).

Malgré ces activités « proto-collaborationnistes », Rex n'éveilla pas l'attention des officiers pro-flamands de la *Militärverwaltung* et, en décembre, Degrelle — encouragé par Rouleau — se résolut à « franchir le Rubicon » (29). Ne tenant aucun compte des avis défavorables d'autres conseillers, il publia dans *Le Pays Réel* du 1er janvier un article louant le génie politique du *Führer* allemand qui culminait dans son fameux « *Heil Hitler* » (30). Confirmant « cette prise de position nouvelle et plus avancée », Degrelle organisa un grand rassemblement des cadres de Rex à Liège, le 5 janvier. Il y prononça un discours agressif plaçant son mouvement au côté des forces allemandes dans « la guerre de religion » qui opposait les ploutocrates aux jeunesses de l'Europe nouvelle (31).

Ces déclarations firent sensation dans le monde rexiste (32). José Streeel,

(24) AUD.GEN., *Dossier JS*, Cour Militaire, JS Pro Just., 4/10/45, Doc. 12.

(25) Peeters à Damman, 13/8/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/112) — Rouleau à Vandevelde, 18/10/40 et Vandevelde à Rouleau, 19/10/40 (*Id.*, C11/133) — Daye à LD, 10/9/40 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 283).

(26) Journal de V. Matthys, p. 2 (CREHSGM) — Chanoine LECLEF, *op.cit.*, p. 82 et 85 — *Le Pays Réel*, 25-26/8/40, p. 1, *Belgique et Pourquoi notre retard ?*.

(27) TB 11, 1/12/40, p. 889-890 — DELANDSHEERE & OOMS, *La Belgique sous les Nazis*, Bruxelles, 1945, I, p. 146, 153 et 206 — *Le Pays Réel*, 30/8/40, p. 1, *De Londres à Anvers*, 22/9/40, p. 1, *Belges d'abord ou Anglais ?* et 8/12/40, p. 1, *Sermons politiques*.

(28) *Le Pays Réel*, 4/10/40, p. 1, *Le Franc-Maçon Thelismar déculotté en plein Boitsfort*, 5/10/40, p. 8, *La séance tumultueuse du Conseil Communal de Schaerbeek et Rex mène l'action contre le limogéard François Bovesse*, et 8/10/40, p. 1, *Le nettoyage* — TB 10, 1/11/40, p. 715.

(29) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

(30) *Ibidem* — *Le Pays Réel*, 1/1/41, p. 1, *Salut à 1941 et 14/12/41*, p. 1, *Degrelle avait raison*.

(31) Journal de V. Matthys, p. 4 (CREHSGM) — *Le Pays Réel*, 7/1/41, p. 1 et 3, *A Liège devant 10.000 militants Léon Degrelle a défini l'attitude de Rex...* Voir aussi *Le Pays Réel*, 4/2/41, p. 1, *Occupants et hitlériens*.

(32) DELANDSHEERE & OOMS, *op.cit.*, I, p. 241 — *L'Eventail*, 30/5/80, p. 7, *Léon Degrelle : le procès qui n'a jamais eu lieu* — Un ancien rexiste, Pol De Mont, écrit, en réponse à l'article de Degrelle dans *Le Pays Réel* : « On ne négocie pas à genoux » (P. De Mont à Daye, 4/1/41, CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 367).

rédacteur en chef du *Pays Réel*, et un des rexistes les plus modérés, avait déjà publié en décembre un article censurant ceux qui voulaient modifier les principes fondamentaux de l'idéologie rexiste en imitant « des expériences étrangères » (33). Le 5 janvier, il renouvela, dans les colonnes du *Pays Réel*, son opposition aux positions radicales de Degrelle et souligna le danger d'une politique qui dépassait les limites de la collaboration internationale et inter-gouvernementale de la Belgique et de l'Allemagne (34). L'opposition aux opinions de Degrelle au sein des cadres du mouvement se manifesta aussi par une vague de démissions (35). Mais ces réactions furent sans effet sur la résolution du Chef. Il ne regrettait pas l'éclaircissement des rangs de Rex, estimant qu'il « fallait absolument couper dans l'abcès : il n'y a plus moyen de choisir, notre position est avec ou contre Hitler. » (36).

L'orientation de Rex vers une politique de collaboration non équivoque provoqua une crise complexe et prolongée qui affaiblit la direction du mouvement et qui suscita de nombreuses défections. On distingue plusieurs causes à ces difficultés. Un facteur d'une importance considérable fut l'hostilité populaire qui se développa au cours des premiers mois de 1941 envers les collaborationnistes (37). Les activités publiques de Rex provoquèrent des contre-manifestations violentes et les maisons de militants rexistes furent les cibles d'attaques directes (38). De jeunes militants furent expulsés de la maison familiale et des prêtres refusèrent la communion aux militants portant l'uniforme rexiste (39). D'autre part, exaspérés par l'hostilité de leurs compatriotes, les rexistes se livrèrent à des voies de fait sur des personnalités d'opinion anglophile et démocratique (40). Un fossé se creusa entre la majorité patriotique et la minorité collaborationniste, ce qui suscita une crise de confiance dans les rangs rexistes. Plusieurs militants, surtout du monde petit-bourgeois qui avait constitué la base du mouvement rexiste dans les années trente, se séparèrent de Rex (41). Ce nettoyage des rangs rexistes fut bien accueilli par les éléments extrémistes

(33) Bulletin du mouvement rexiste, n° 4, 20/12/40 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/165) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Cour Militaire, JS Pro Just., 4/10/45, Doc. 12.

(34) *Le Pays Réel*, 5/1/41, p. 1, *Collaborer*.

(35) R. Vincent à Daye, 31/1/41 et R. Vincent à Jean Georges, 13/1/41 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 444) — *La Meuse*, 4-5/1/47, p. 2, *À la Cour Militaire* et 7/2/47, p. 2, *Au Conseil de Guerre*.

(36) Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 59 (CREHSGM).

(37) P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Bruxelles, 1945, p. 34.

(38) TB 15, 7/4/41, p. 1.465-1.466 — J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *L'an 40*, Bruxelles, 1971, p. 384-385 — *Vers l'Avenir*, 13/2/46, p. 3, *Conseil de Guerre de Namur*, 16-17/3/46, p. 2, *Léon Degrelle à Namur* et 20/8/46, p. 4, *Conseil de Guerre de Namur*.

(39) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., Raymond Camby Pro Just., 17/7/45, Doc. 22-36 — *Le Pays Réel*, 13/2/41, p. 3, *Un incident scandaleux à Warsage* — *Vers l'Avenir*, 9/7/46, p. 2, *Conseil de Guerre de Namur*.

(40) *La Meuse*, 1/7/46, p. 2, *Les agresseurs du bourgmestre Duchatto de Herstal* et 27/46, p. 2, *Au Conseil de Guerre* — *Le Pays Réel*, 27/2/41, p. 6, *Une bonne leçon... et un exemple*.

(41) Backx à (LD), 3/11/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/279) — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 58-61 (CREHSGM).

qui voulaient créer un mouvement pur de révolutionnaires décidés, et Degrelle, partageant leur sentiment, déclara : « Tant pis pour les mous qui nous quittent. On ne fait pas la révolution avec des mous, mais avec des soldats » (42).

La crise fut aggravée par l'ajournement perpétuel du coup d'état rexiste. Les tentatives désespérées de Degrelle pour séduire les Allemands étaient restées sans succès et les rexistes se trouvaient plus éloignés que jamais de la prise du pouvoir politique en Belgique (43). Face à cette situation bloquée, un sentiment de frustration se fit sentir parmi les militants du mouvement (44) : en réponse, les dirigeants rexistes n'avaient rien à offrir, sauf des exhortations réitérées à la discipline et à la patience (45).

C'est dans cette atmosphère déjà troublée que les conflits latents entre les dirigeants de Rex se révélèrent. L'occasion en fut l'inauguration à la mi-février d'un Etat-Major du Chef. Cette nouvelle institution — voulue selon toute probabilité par Rouleau — renforça d'une manière radicale l'autorité du Lieutenant du Chef de Rex (46). Degrelle céda tout pouvoir administratif à cet Etat-Major du Chef qui s'appropriâ, d'ailleurs, les responsabilités exercées autrefois par le Secrétaire Général (47). L'Etat-Major était sous l'autorité directe de Rouleau et de son adjoint, Suys, et Rouleau fut désigné comme le représentant de Degrelle pendant les absences de celui-ci (48). Un deuxième aspect de cette réorganisation fut le renforcement de l'autorité des trois régions de Wallonie, de Flandre et du Grand-Bruxelles qui reprirent plusieurs des anciennes responsabilités des départements administratifs centraux (49). Enfin, on supprima l'autonomie des Formations de Combat qui, désormais, se trouvèrent placées sous l'autorité des trois chefs de région et de Rouleau (50).

(42) *Ibidem*, p. 63 — *Le Pays Réel*, 7/1/41, p. 3, *Le rassemblement de Liège* et 11/2/41, p. 3, *Les messages de Rex*.

(43) « Tout ce que nous fîmes durant l'hiver 1940-1941 pour dégeler l'iceberg allemand échoué sur nos rivages, ne nous conduisit guère plus loin » (L. DEGRELLE, *Hitler pour mille ans*, Paris, 1969, p. 104) — *Journal de V. Matthys*, p. 4-5 (CREHSGM) — *Au sujet de l'article 115*, p. 4-5 (CREHSGM, *Papiers Streeel*. Je voudrais exprimer ma reconnaissance profonde à Madame Hepp, veuve de José Streeel, qui m'a autorisé à consulter ces papiers personnels déposés au CREHSGM).

(44) *Bulletin du mouvement rexiste*, n° 6, 1/3/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/167) — LD aux Formations de Combat de Bruxelles, 6/7/41 (*Id.*, C11/275) — AUD.GEN., *Dossier Albert Constant*, Inst., Constant à l'Inspecteur Provincial du Brabant Wallon, 30/3/41, Doc. 33.

(45) *Le Pays Réel*, 18/2/41, p. 3, *Les messages de Rex* — Allocution prononcée par Constant, 13/4/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/321.3).

(46) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 — TB 15, 7/4/41, p. 1.466.

(47) *Bulletin du mouvement rexiste*, n° 6, 1/3/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/167) — *Le Pays Réel*, 1/3/41, p. 2, *Rex dans le mouvement*.

(48) *Ibidem*.

(49) *Ibidem* — *Le Pays Réel*, 5/2/41, p. 2, *Rex dans le mouvement*.

(50) *Ibidem* — AUD.GEN., *Dossier Albert Constant*, Inst., Constant Pro Just., 2/10/45, Doc. 86-87.

Cette réorganisation était à peine promulguée qu'une querelle se manifestait au sujet du rôle d'Antoine Leclercq dans le mouvement. Celui-ci était un rexiste de longue date, bien connu à Liège, qui avait été nommé Chef de Rex-Wallonie au cours de l'été de 1940⁽⁵¹⁾. D'après des déclarations postérieures de Leclercq, le Chef de Rex-Wallonie voulait contester l'influence exercée par Rouleau (et, peut-être, par Simoens) dans les conseils rexistes⁽⁵²⁾. Suite à la réorganisation de février 1941, Leclercq se trouva rétrogradé au rang de chef de la province de Liège⁽⁵³⁾. Il espérait que Degrelle le réintégrerait dans ses fonctions comme Chef de région mais, après quelque hésitation, le Chef de Rex finit par se décider en faveur de Rouleau⁽⁵⁴⁾. Un avocat de Charleroi, Joseph Pévenasse, fut nommé Chef de Rex-Wallonie et Leclercq, suivi de ses fidèles de la région liégeoise, quitta Rex⁽⁵⁵⁾. Quelques semaines plus tard, Leclercq établit le Mouvement National Populaire Wallon (MNPW), un mouvement collaborationniste liégeois dont il était le chef et qui fut subventionné par la *Propaganda Abteilung* de Liège. Ce groupement des intimes de Leclercq ne comptait qu'une poignée d'adhérents et fut dissous fin 1942⁽⁵⁶⁾.

Un deuxième groupe de rexistes liégeois quitta le mouvement à ce moment. Germanophiles convaincus, ces dissidents ne pouvaient plus supporter la rhétorique belgiciste de Rex et ils établirent en mars 1941 un mouvement culturel de caractère collaborationniste : les Amis du Grand Reich Allemand (AGRA). Plus substantiel que le MNPW, l'AGRA comptait plus d'un millier d'adhérents groupés, pour la plupart, dans la région liégeoise. En 1942, un nouveau groupe de dirigeants s'empara du contrôle de l'organisation et, par la suite, l'AGRA fut transformé en un mouvement plus politique se targuant d'une idéologie nazie et ouvriériste. Jaloux de son monopole de l'activité politique en Wallonie, Rex s'opposa énergiquement au développement de l'AGRA, stigmatisant les moeurs souvent douteuses des membres du petit groupement rival⁽⁵⁷⁾.

Malgré le départ de ces dissidents wallons, les tentatives de Rouleau d'imposer son autorité personnelle à Rex continuaient de se heurter à l'opposition ferme d'éléments hostiles au Lieutenant. Plusieurs des anciens du mouvement s'opposèrent au nouveau venu⁽⁵⁸⁾. En avril 1941, un journaliste,

(51) *La Meuse*, 4/12/46, p. 2. *Au Conseil de Guerre* — Bulletin du mouvement rexiste, n° 1, 20/9/40 (CREHSGM, Archives Rex, C11/162).

(52) *Propositions confidentielles du chef du MNPW à Monsieur le Capitaine Dalldorff...*, 26/5/42 (CREHSGM, Archives des mouvements wallons de collaboration, C13/74).

(53) Bulletin du mouvement rexiste, n° 6, 1/3/41 (CREHSGM, Archives Rex, C11/167).

(54) TB 16, 9/5/41, p. 1.647.

(55) Voir note 53.

(56) MNPW (CREHSGM, Archives des mouvements wallons de collaboration, Sections 4 à 7) — Rapport sur le MNPW (Services de Renseignements de Londres) (CREHSGM, Archives de l'AGRA, C5/29) — *Documentation Jans*, 313.

(57) CREHSGM, Archives de l'AGRA, C5 — TB 18, 21/12/41, p. 2.120-2.121 — TB 20, 15/6/42, p. 2.343 — TB 21, 15/9/42, p. 2.554 — *Sipo-SD. Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich*, 8/43, 1/5/43, p. 36 — *Documentation Jans*, 73 et 307.

(58) TB 15, 7/4/41, p. 1.466 — TB 16, 9/5/41, p. 1.646.

rexiste depuis la naissance du mouvement, Carl Suzanne ⁽⁵⁹⁾, agissant en collaboration avec des officiers bruxellois des Formations de Combat, dénonça la dictature de Rouleau et fut expulsé de Rex. Toujours soucieux de sa position personnelle, Rouleau réclama la nomination d'un tribunal d'honneur pour repousser les accusations de Suzanne ⁽⁶⁰⁾.

Rouleau rencontra aussi l'opposition plus personnelle de Simoens. En application de la nouvelle structure annoncée en février, celui-ci restait le Commandant Général des Formations de Combat et, de plus, il avait été désigné Commandant régional des Formations de Flandre; mais il ne jouissait plus d'une position autonome. Désormais son autorité sur les Formations de Combat était subordonnée à la tutelle de Rouleau ⁽⁶¹⁾. Simoens ne put supporter cette subordination et, en avril, il annonça brusquement aux Formations de Flandre la dissolution des Formations de Combat et son passage avec ses hommes dans les rangs de l'*Algemene SS-Vlaanderen* ⁽⁶²⁾. Degrelle expulsa Simoens sur-le-champ et l'ancien commandant des Formations de Combat poursuivit son chemin collaborationniste dans la SS ainsi qu'à Radio Bruxelles Flamand ⁽⁶³⁾.

Les Formations de Combat furent réorganisées sous la direction d'un Etat-Major plus collectif. Quelques mois plus tard cependant, un grand nombre de leurs membres s'enrolèrent dans de nouveaux corps militaires, à savoir la Légion Wallonie et les Gardes Wallonnes qui venaient d'être créées ⁽⁶⁴⁾. Dépourvues de leurs meilleurs éléments, les Formations de Combat ne reconquirent jamais la même importance dans la hiérarchie rexiste ⁽⁶⁵⁾.

« L'aventure Rouleau » ⁽⁶⁶⁾ eut des conséquences considérables sur l'histoire de Rex. Aventurier et opportuniste, Rouleau n'en nourrissait pas moins des ambitions bien précises pour le mouvement rexiste. D'après lui, Rex devait être un mouvement collaborationniste, l'adjoint indispensable du pouvoir occupant et l'exécutant fidèle des directives allemandes. Pour renforcer cette position, Rouleau créa un Service des Nominations qui or-

(59) Né Carl Peeters.

(60) AUD.GEN., *Dossier Jean Colman*, Inst., Ordres hebdomadaires de la région de Bruxelles des FC, 17/5/41, Doc. 69 — Rouleau à Vandevelde, 16/5/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/133).

(61) Bulletin du mouvement rexiste, n° 6, 1/3/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/167).

(62) TB 16, 9/5/41, p. 1.646-1.647 — AUD.GEN., *Dossier Albert Constant*, Inst., Constant Pro Just., 18/4/46, Doc. 219-220 et Documentation générale relative aux FC et au SVTW, Louis Richard Pro Just., 12/7/45, Doc. 1-5.

(63) LD aux Officiers des FC de Flandre, 16/4/41 et *Ibidem*, s.d. (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/269) — *Le Scir*, 14/2/47, p. 5, *Conseil de Guerre de Bruxelles*.

(64) Voir par exemple : LD aux Formations de Combat de Bruxelles, 6/7/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/275) — AUD.GEN., *Dossier Albert Constant*, Inst., Ordre spécial Ile Etendard des FC, 11/7/41, Doc. 26.

(65) AUD.GEN., *Dossier LC*, Inst., LC Pro Just., 25/11/46, Doc. 210-211 et *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 3/10/45, Doc. 206 — Robert Siméon Pro Just., 15/12/46, p. 1 (CREHSGM, JB 20).

(66) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

ganisa, dans la mesure du possible, la nomination des rexistes aux positions-clé dans l'administration publique ⁽⁶⁷⁾. D'autre part, Rouleau voulait effectuer une transformation à l'intérieur du mouvement rexiste. Il détestait la désorganisation et l'esprit d'improvisation traditionnels à Rex et, s'inspirant d'exemples étrangers, essaya de créer un mouvement autoritaire et pyramidal ⁽⁶⁸⁾. À cette fin, il supprima les formules traditionnelles de politesse dans les communications rexistes en les remplaçant par une terminologie plus militaire et il introduisit une hiérarchie complexe d'uniformes pour les dirigeants du mouvement ⁽⁶⁹⁾.

Autre événement capital de l'histoire de Rex, l'accord signé avec le VNV en mai 1941 découla d'une initiative indépendante de la direction régionale de Rex-Flandre agissant sous la pression de la situation politique dans la région ⁽⁷⁰⁾. Degrelle dut s'incliner devant le fait accompli mais il chercha quand même à profiter de cette affaire en prétendant — avec vigueur mais sans aucune plausibilité — que cet accord inter-flamand avait désigné Rex comme le seul mouvement d'Ordre Nouveau « officiel » reconnu en Wallonie ⁽⁷¹⁾. Le passage de Rex-Flandre au VNV imposa la nécessité d'une réorganisation de la structure de Rex. On abolit les régions qui furent remplacées par une vingtaine de cercles établis dans les centres principaux de population. Au niveau central, on fonda un deuxième Etat-Major, un Etat-Major du Mouvement, composé des services centraux mais placé sous la direction de l'Etat-Major du Chef. L'ancien chef de Rex-Wallonie, Joseph Pévenasse, fut promu Inspecteur Fédéral du Mouvement et, entrant dans l'Etat-Major du Chef à côté de Rouleau, il reprit la responsabilité de l'organisation locale de Rex ⁽⁷²⁾. En fait, cette réorganisation créa une hiérarchie explicite Degrelle, Rouleau, Pévenasse.

Le bruit circulait de conflits entre Degrelle et son ambitieux Lieutenant ⁽⁷³⁾ mais le Chef, absorbé par ses intrigues personnelles pour s'assurer le soutien des Allemands, se désintéressait de l'administration du mouvement rexiste et était bien aise de déléguer ces responsabilités à Rouleau. L'étendue des pouvoirs de ce dernier se manifesta dans la réponse rexiste à l'attaque allemande de l'Union soviétique en juin 1941. Degrelle étant absent de Belgique à ce moment crucial, Rouleau agit de sa propre initiative en proposant à la *Militärverwaltung* la formation d'un corps de volon-

(67) *Ibidem* — AUD.GEN., *Dossier LC*, Enquête Complémentaire Farde C, VM Pro Just., 21/5/47, Doc. 20-26 — Inspecteur Fédéral aux Chefs de Cercles, 24/7/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/172).

(68) Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 70-71 et 73-74 (CREHSGM).

(69) Bulletin du mouvement rexiste, n° 5, 25/1/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/166) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

(70) TB 16, 9/5/41, p. 1.642-1.646 — Journal de V. Matthys, p. 4 (CREHSGM).

(71) Bulletin des dirigeants, 20/5/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/99) — Paul Herlemont à Pierre Daye, 23/5/41 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 391).

(72) Statut du mouvement (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/86).

(73) TB 16, 9/5/41, p. 1.646.

taires belges destiné à servir en Russie (74). Cette idée se conformait à une série de démarches précédentes de Degrelle pour se faire accepter dans les armées allemandes et, à son retour à Bruxelles, le Chef appuya la proposition de son Lieutenant (75). Degrelle voyait dans la création de ce corps la possibilité depuis longtemps recherchée, de s'imposer aux Allemands (76). Même si la participation des volontaires dans les combats de l'Est ne devait être que symbolique, le corps montrerait la valeur et l'importance politique du mouvement rexiste et de son Chef (77).

La *Militärverwaltung* accepta la proposition de Rex mais elle insista sur le fait que le recrutement devrait être limité à la partie francophone du pays et, malgré les sensibilités belgicistes des rexistes, le corps fut baptisé « Légion Wallonie » (78). En juillet, Degrelle et Rouleau se consacrèrent au recrutement pour la Légion mais même les rexistes convaincus se montrèrent peu enthousiastes à s'enrôler dans la formation (79). Pour encourager les inscriptions, Degrelle et Rouleau promirent — à la légère — que les volontaires porteraient l'uniforme de l'armée belge et Rouleau fit circuler la rumeur d'une lettre — imaginaire, d'ailleurs — reçue du Comte Capelle et indiquant que le Roi voyait cette initiative militaire avec sympathie (80). Enfin, Degrelle annonça qu'il servirait lui-même dans la Légion Wallonie, geste qui détermina quelques centaines de cadres de Rex à suivre l'exemple de leur Chef (81).

L'engagement imprévu du Chef de Rex dans la Légion Wallonie contraria les ambitions de Rouleau qui s'était vu Chef de la Légion. Encouragé par ses alliés allemands, il voulait en effet se servir de la Légion Wallonie comme d'un tremplin pour devenir le chef incontesté du mouvement rexiste (82). Ce plan fut déjoué par Degrelle et de plus il lui refusa la place de Chef *ad interim* de Rex en Belgique (83). Ils firent donc partie tous

(74) Journal de V. Matthys, p. 5 (CREHSGM) — AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 12/9/45, Doc. 48-51 — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 69 (CREHSGM).

(75) *Ibidem* — LD aux Formations de Combat de Bruxelles, 6/7/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/278) — Transcription des émissions de Radio Vatican, 14/2/41 (CREHSGM, Fonds INBEL, n° 732) — TB 14, 2/3/41, p. 1.312 — LD à Hitler, 10/4/41 cité dans A. DE JONGHE, *op.cit.*, Troisième Partie, in *Cahiers...*, V, Bruxelles, 1978, p. 168-169.

(76) L. DEGRELLE, *Lettres...*, p. 37 — P. DASTIER, *Degrelle parle...*, in *Le Dossier du Mois*, n° 6/7, Bruxelles, 1963, p. 10.

(77) *Au sujet de l'article 115*, p. 6 (CREHSGM, *Papiers Streef*) — Henry Marcovitz Pro Just., 7/3/46 (CREHSGM, PF 3).

(78) Journal de V. Matthys, p. 5 (CREHSGM).

(79) Inspecteur Fédéral aux Chefs de Cercles, 14/7/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/171) — R. CAPELLE, *Au Service du Roi*, Bruxelles, 1949, II, p. 127 — *Le Pays Réel*, 4/1/42, p. 2, *Les grandes heures de Rex en 1941*.

(80) R. CAPELLE, *op.cit.*, II, p. 209-210.

(81) *Le Pays Réel*, 22/7/41, p. 1, *Le Chef de Rex s'engage dans la Légion Wallonie* — Henry Marcovitz Pro Just., 7/3/46 (CREHSGM, PF 3).

(82) *Ibidem* — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 70 (CREHSGM) — AUD.GEN., *Dossier Pierre Pauly*, Cour Militaire, Pauly Pro Just., 8/9/45, Doc. 13.

(83) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 et *Dossier Pierre Pauly*, Cour Militaire, Pauly Pro Just., 28/8/45, Doc. 10.

deux des 850 volontaires qui partirent de Bruxelles le 8 août (84). Malgré la participation de quelques aventuriers et d'un certain nombre de jeunes catholiques fidèles à leurs convictions anti-bolcheviques, ce premier contingent de la Légion Wallonie se composait, pour l'essentiel, de cadres de Rex (85). On trouvait parmi eux plusieurs anciens militants des grands jours de 1936, des chefs de cercles et un grand nombre d'officiers des Formations de Combat (86). Le départ de cette élite du mouvement affaiblit l'organisation rexiste en Belgique et Degrelle indiqua qu'il faudrait suspendre la lutte politique au pays (87).

Rouleau poursuivit ses machinations au camp d'entraînement de la Légion Wallonie en Allemagne. Officier d'ordonnance de la Légion, il exploita ses contacts avec les officiers allemands pour suggérer, semble-t-il, le retour de Degrelle en Belgique. Mais ce dernier fut averti des manigances de son Lieutenant et un jour, à la mi-août, Rouleau partit — sans explication — du camp de la Légion (88). Chassé de la Légion Wallonie et de Rex, Fernand Rouleau disparut dans les ombres de la collaboration. Les détails manquent au sujet de ses activités ultérieures. On signala son service dans les rangs de la SS ainsi que sa présence à Bruxelles et à Paris (89). Il ne fut jamais repéré par la police belge et, à la conclusion de la guerre, il s'échappa en Espagne où il trouva un emploi confortable (90). Le Conseil de guerre de Bruxelles le condamna à mort par contumace le 3 juillet 1947.

Le départ précipité du Chef avait créé le problème de la direction du mouvement en son absence. Ce ne fut que deux jours avant son départ qu'il le résolut en choisissant Victor Matthys comme Chef *ad interim* de Rex « jusqu'à mon retour à la fin de la guerre » (91). Comme beaucoup de monde, Degrelle pronostiquait que la guerre contre les Soviétiques se terminerait vite par une victoire écrasante du *Reich* et il rassurait les légionnaires et leurs familles en affirmant que la Légion n'aurait pas le temps

(84) *Le Pays Réel*, 9/8/41, p. 1, *La Légion est partie*.

(85) 85 % à 90 % des volontaires étaient rexistes : *Le Pays Réel*, 2/9/41, p. 3, *Les nominations de bourgmestres* et 23/12/41, p. 3, *Deux mille militants liégeois rendent hommage à la Légion — Procès von Falkenhausen*, Rapport du *Militärverwaltungschef*, 23/8/41, Doc. 118 (CREHSGM).

(86) TB 18, 21/12/41, p. 2.063-2.064 — *Au sujet de l'article 115*, p. 8 (CREHSGM, *Papiers Streef*).

(87) *Le Pays Réel*, 9/8/41, p. 1 et 6, *Le message du Chef* — DELANDSHEERE & OOMS, *op.cit.*, I, p. 416.

(88) Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 72-73 (CREHSGM) — Henry Marcovitz Pro Just., 7/3/46 (CREHSGM, PF 3) — AUD.GEN., *Dossier Pierre Pauly*, Cour Militaire, Pauly Pro Just., 8/9/45, Doc. 13.

(89) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 12/9/45, Doc. 48-51 — Rapport du 14/6/42 (CREHSGM, *Fonds INBEL*, n° 1.087) — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 73 (CREHSGM).

(90) Télégramme du Chargé d'affaires à Madrid, 10/2/51 (voir note 17).

(91) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 12/9/45, Doc. 48-51 — Ordres de Degrelle, 7/8/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/100).

d'être mise en ligne ⁽⁹²⁾. Mais, même pour une courte période, le choix de Matthys comme Chef de Rex était surprenant. Degrelle le définit à cette époque comme « mon plus vieux et plus fidèle collaborateur » ⁽⁹³⁾. Matthys avait été son intime depuis la naissance de Rex dans le monde estudiantin de Louvain. Cependant, très jeune, il n'avait que 27 ans en 1941, il était peu connu des membres du mouvement. Journaliste du *Pays Réel* depuis 1936, sa seule activité en tant que dirigeant rexiste était sa position de Chef de Propagande, un poste qu'il occupait depuis mai 1941 ⁽⁹⁴⁾. On le considérait comme un jeune homme d'une intelligence incontestée mais dépourvu de toute expérience politique. Matthys appartenait à cette génération d'étudiants qui avait fourni à Rex ses premiers adeptes et il gardait de cette époque une attitude irrévérencieuse à l'égard de l'ordre établi et un certain manque de sérieux ⁽⁹⁵⁾. Personne ne doutait cependant de sa loyauté personnelle envers Degrelle et on déduit facilement l'intention du Chef de Rex. Pour Degrelle, Matthys était un homme de confiance, un fonctionnaire que ne tenterait pas les aventures imprévues et, selon Matthys lui-même, le Chef lui précisa que sa tâche ne serait que « l'expédition des affaires courantes » de Rex ⁽⁹⁶⁾.

A la veille de son départ, Degrelle désigna trois échelons subordonnés à la direction de Matthys. Pévenasse restait Inspecteur Fédéral du Mouvement et avait la responsabilité de l'administration des Formations de Combat et du mouvement en général; José Streeel, depuis longtemps rédacteur au *Pays Réel*, fut nommé Conseiller politique et Maurice Vandevelde, l'ancien responsable de la trésorerie du mouvement fut désigné comme Inspecteur Fédéral des Finances ⁽⁹⁷⁾. Pévenasse et Streeel avaient l'un et l'autre une expérience politique beaucoup plus étendue que celle du nouveau Chef *ad interim* mais Matthys se montra un chef résolu. Le 7 septembre, il prononça un discours important devant les cadres du mouvement. Il établit ses propres priorités de discipline et de propagande ⁽⁹⁸⁾ et déclara que le départ des rexistes les plus expérimentés n'affaiblirait pas l'activité de Rex, les militants restés au pays étant désormais « les légionnaires du front de l'intérieur » : « À l'égal des absents, nous devons nous considérer tous comme des soldats mobilisés qui ne peuvent connaître aucun repos avant

(92) *Au sujet de l'article 115*, p. 4 (CREHSGM, *Papiers Streeel*) — Interview de M. Jean Vermeire par José Gotovitch, 25/3/71, p. 70 (CREHSGM) — *L'Avenir du Luxembourg*, 31/5/47, p. 1, *Au Conseil de Guerre d'Arlon*.

(93) Ordres de Degrelle, 7/8/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/100).

(94) Conseil de Guerre de Bruxelles, Exposé des Faits, 3/3/47, p. 53 (CREHSGM, JB 13) — Etat-Major du Chef de Rex, 12/5/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/98).

(95) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 — *Les Cahiers verts de José Streeel*, p. 154 (CREHSGM, *Papiers Streeel*) — R. DE BECKER, *La collaboration en Belgique*, in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 497-498, Bruxelles, 1970, p. 59 — L. DEGRELLE, *Lettres...*, p. 134.

(96) Journal de V. Matthys, p. 6 (CREHSGM).

(97) Ordres de Degrelle, 7/8/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/100).

(98) Message du Chef de Rex a.i., 7/9/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/134).

la victoire, qui ne peuvent connaître d'autre occupation que le combat, d'autre objectif que la conquête » (99).

Pour affermir sa position personnelle, Matthys reçut de Pévenasse un serment public de fidélité, geste étonnant mais efficace, doué d'un symbolisme presque féodal (100). Mais, par la suite, Streel, plus que Pévenasse, se révéla soucieux de jouer un rôle prééminent dans les affaires de Rex. Quelques semaines après le départ de Degrelle, il suggéra à Matthys la création d'un Service Politique, dont il serait le chef, et qui aurait la responsabilité de la stratégie politique de Rex ainsi que de l'infiltration des militants rexistes dans la machine gouvernementale (101). Connu comme « le modéré » dans les milieux rexistes (102), Streel s'était montré de plus en plus mécontent du glissement de Rex vers une politique de collaboration illimitée. Suite au départ de Degrelle, il craignit un renouveau de l'aventure Rouleau par un Matthys inexpérimenté et impressionnable et il voulut se servir du Service Politique pour imposer au mouvement rexiste sa conception nationaliste et modérée de la collaboration (103).

Né en 1911, fils d'une mère non mariée, José Streel fut élevé dans le milieu catholique ouvrier du bassin industriel liégeois (104). Etudiant assidu et intelligent, il conquit un doctorat en philosophie et lettres à l'Université de Liège et y fit la connaissance des oeuvres de Barrès, Péguy, Léon Bloy et, surtout, de Maurras (105). A l'université, Streel fut président de la Fédération liégeoise de la Jeunesse estudiantine chrétienne et il contribua à plusieurs publications catholiques. En 1932, il publia *Les Jeunes gens et la politique*, un essai qui témoignait de l'influence de Maurras ainsi que des idées plus spirituelles de l'Association catholique de la jeunesse belge (ACJB) (106). Il avait rencontré Léon Degrelle, pour la première fois en 1930 et, ses études terminées, Streel devint un des collaborateurs du nouveau tribun (107). Dans le mouvement rexiste, il évita les responsabilités politiques et, journaliste talentueux, il s'affirma comme l'idéologue du nouveau mouvement (108). Mobilisé pendant l'hiver de 1939-1940, il rentra d'un camp allemand en août 1940 et fut nommé rédacteur en chef du *Pays Réel* (109).

(99) *Ibidem* — *Le Pays Réel*, 23/12/41, p. 3, *Deux mille militants liégeois rendent hommage à la Légion*.

(100) *Le Pays Réel*, 16/9/41, p. 1, *Le Chef de Rex a.i. exalte l'héroïsme des légionnaires*.

(101) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 et *Note écrite à annexer au procès-verbal de mon audition du 24 mai 1945*, 27/5/45.

(102) AUD.GEN., *Dossier JS*, Jugement et Appel, Témoignage de Victor Meulenijzer, 6/8/45, Doc. 12.

(103) Voir note 101.

(104) Questionnaire adressé par Alain Dantoing à Mme Hepp, veuve Streel, p. 2-3 (CREHSGM, *Papiers Streel*, PS 16/2).

(105) JS à Son Eminence le Cardinal Van Roey, 2/12/45 (CREHSGM, *Papiers Streel*, PS 16/1c).

(106) *Ibidem*.

(107) *Ibidem*.

(108) J.-M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, 1968, p. 72 — R. DE BECKER, *op.cit.*, p. 8 — L. DEGRELLE, *Lettres...*, p. 174.

(109) Voir note 105 — AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

Dans ses articles journalistiques, Streeel exprimait une justification essentiellement nationaliste de la politique de collaboration : pour lui, celle-ci était une nécessité nationale imposée par la victoire allemande. Grâce à elle, la Belgique pourrait mériter le droit à une existence nationale dans la nouvelle Europe qui se créerait à la fin de la guerre ⁽¹¹⁰⁾. Mais, pour Streeel, la collaboration n'était pas seulement le résultat d'une appréciation objective de l'intérêt national. Il détestait à la fois la ploutocratie et la décadence des Anglo-Américains et le barbarisme de l'Union soviétique et, face à ces ennemis de la civilisation européenne, il fallait, estimait-il, secourir les efforts des puissances de l'Âxe ⁽¹¹¹⁾. Cette menace extérieure était renforcée par les graves dangers qui, selon Streeel, menaçaient l'Europe de l'intérieur. Les mouvements d'extrême-droite — y compris les rexistes — qui s'étaient développés partout en Europe étaient les manifestations d'une force historique de la plus grande importance qu'il baptisa « la révolution du vingtième siècle » ⁽¹¹²⁾. Cette révolution était une ultime tentative de redressement face à la corruption des valeurs morales et intellectuelles qui empoisonnaient l'époque moderne. Streeel, lui-même se sentait profondément dégoûté de cette ère moderne qui, selon lui, était sous l'empire du « règne des passions élémentaires et des conformismes tyranniques » ⁽¹¹³⁾. Depuis 1789 et l'inauguration d'un libéralisme nationaliste et individualiste, l'Europe glissait vers une anarchie de décomposition ⁽¹¹⁴⁾. La victoire du fascisme était le seul moyen de sauver l'Europe du désastre ⁽¹¹⁵⁾.

Malgré cette vision apocalyptique de la nécessité d'une politique de collaboration, Streeel soulignait que cette dernière était pleine de dangers, qu'il fallait la pratiquer avec prudence et réserve. La loyauté nationale était essentielle et la collaboration devrait se limiter à une politique de liaison et d'aide mutuelle entre deux nations : « Le souci de la dignité et de la décence ne doit jamais être absent d'aucune manifestation de collaboration » ⁽¹¹⁶⁾. Pour les rexistes, il fallait savoir distinguer entre une collaboration de raison et la servilité injustifiable d'une collaboration de sentiment : « L'orthodoxie rexiste ne se mesure nullement à l'enthousiasme qu'on éprouve pour l'uniforme feldgrau » ⁽¹¹⁷⁾. Rex devrait garder son originalité et Streeel

(110) *Le Pays Réel*, 8/11/41, p. 1, *Nos sentiments et nos intérêts*, 5/5/42, p. 1, *Les limites de la collaboration en Belgique*, 25/7/42, p. 1, *Notre pari* et 30/8/42, p. 3, *Le pari de la collaboration et l'avenir de la Belgique*.

(111) *Le Pays Réel*, 6/5/42, p. 1, *La guerre et l'ordre nouveau* et 4/12/42, p. 1 et 4, *Le climat de la collaboration — Analyse de l'acte d'accusation : première suite*, p. 9-11 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(112) J. STREEEL, *La révolution du vingtième siècle*, Bruxelles, 1942, p. 35-41 — *Le Pays Réel*, 13/12/41, p. 1, *La grande aventure d'une génération*.

(113) *Notes rédigées par José Streeel (à prononcer après la plaidoirie de son avocat, au tribunal)*, p. 3 et *Les cahiers verts de José Streeel*, p. 270 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(114) JS à Dominique, 6/1/46 (CREHSGM, *Papiers Streeel*) — J. STREEEL, *op.cit.*, p. 122-126.

(115) *Les cahiers verts de José Streeel*, p. 32-35 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(116) *Le Pays Réel*, 24/10/41, p. 1, *L'originalité de Rex* et 5/5/42, p. 1, *Les limites de la collaboration en Belgique*.

(117) *Le Pays Réel*, 26/11/41, p. 1, *La collaboration et son esprit* et 31/3/42, p. 1, *La collaboration et ses difficultés*.

vitupérait contre les collaborationnistes extrémistes et les germanophiles qui poussaient la collaboration jusqu'à la « dénationalisation » et l'imitation aveugle du national-socialisme allemand : « La collaboration est une chose. L'aplatissement en est une autre qui confine à la trahison » ⁽¹¹⁸⁾.

Matthys accepta la proposition de Streeel et, dès octobre 1941, un Service Politique fut mis en fonction. Celui-ci s'afficha promptement comme la section la plus importante de l'Etat-Major de Rex ⁽¹¹⁹⁾. Pévenasse était le représentant d'un rexisme plus collaborationniste et plus germanophile que celui de Streeel mais il ne semble pas qu'il ait contesté l'influence de Streeel et l'Inspectorat Fédéral de Pévenasse ne se développa pas de la même manière que le Service Politique. Au contraire, vers la fin de 1941, un Chef des Cadres Territoriaux, Marcel Dupont, fut nommé par Matthys et le nouveau service dirigé par Dupont releva beaucoup des fonctions d'administration et de liaison avec les cercles locaux de Rex exercées autrefois par l'Inspectorat ⁽¹²⁰⁾. Désormais, Pévenasse — nonobstant son titre imposant et son rôle important lors des grands rassemblements rexistes ⁽¹²¹⁾ — ne jouit plus d'une grande influence dans les conseils du mouvement. Cette éclipse progressive de l'avocat carolorégien aboutit à son départ de Belgique en mars 1942 en tant que chef politique d'un nouveau contingent important de volontaires pour la Légion Wallonie ⁽¹²²⁾.

Le « duumvirat » Streeel-Matthys dura jusqu'au retour de Degrelle en décembre 1942 et pendant cette période prolongée il y eut une stabilité relative dans les affaires de Rex. Streeel décrivit l'organisation de l'Etat-Major en 1942 comme « la plus aimable pagaille » ⁽¹²³⁾ mais cette structure centrale ne souffrait plus des conflits de dirigeants rivaux. Les adjoints de Matthys et de Streeel étaient des fonctionnaires à l'esprit plutôt administratif et des anciens de la lutte rexiste qui ne nourrissaient plus d'ambitions personnelles. Parmi les rangs subordonnés du Service Politique, on trouvait des employés comme Charles Lambinon qui étaient d'un caractère plus impulsif mais leur influence sur la direction du mouvement demeurait très restreinte ⁽¹²⁴⁾.

(118) *Le Pays Réel*, 31/1/42, p. 1, *Mettons à profit les expériences des pays voisins* et 11/4/42, p. 1, *Nos combats*.

(119) *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 1 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(120) La date de la nomination de Dupont n'est pas connue. Il était en place en décembre 1941 : Inspecteur Fédéral du Mouvement et le Chef des Cadres Territoriaux aux Chefs de Cercles, 24/12/41 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/182). Pour les responsabilités du Chef des Cadres Territoriaux, voir : AUD.GEN., *Dossier Marcel Dupont*, Info., LC Pro Just., 21/3/46, Doc. 5.

(121) *Le Pays Réel*, 23/12/41, p. 3, *Deux mille militants liégeois rendent hommage à la Légion*.

(122) *Le Pays Réel*, 17/2/42, p. 3, *Les rexistes de Charleroi...* et 11/3/42, p. 1, *Pour la Patrie et pour l'Europe* — AUD.GEN., *Dossier Joseph Pévenasse*, Cour Militaire, Jean Backx Pro Just., 27/2/47, Doc. 16.

(123) *Au sujet de l'article 115*, p. 17 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(124) Conseil de Guerre de Bruxelles, *Exposé des Faits*, 3/3/47, p. 57 (CREHSGM, JB 13) — *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 8 (CREHSGM, *Papiers Streeel*) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

D'ailleurs, Degrelle ne cherchait pas à jouer, à distance, un rôle important dans les affaires de Rex. L'isolement géographique de la Légion en Russie, les cabales incessantes parmi les légionnaires et son enthousiasme personnel pour la vie militaire empêchaient Degrelle de se mêler à la direction de Rex en Belgique. On envoyait des rapports en Russie et Degrelle adressait des lettres aux dirigeants rexistes mais il semble que, pour la plupart, ces communications avaient rapport aux affaires personnelles de Degrelle et à celles de la Légion. De temps en temps, Degrelle envoya des légionnaires en mission en Belgique mais ces délégués — comme Jean Vermeire et Jean Georges — ne se mêlaient pas d'une façon significative de la direction de Rex (125). La famille Degrelle agissait en partie comme gardienne des intérêts du Chef en son absence. Son beau-frère, Charles Raty, dirigeait les entreprises de *La Presse de Rex* et le père du Chef ainsi que Madame Léon Degrelle continuaient tous deux à exercer une influence limitée dans les coulisses du mouvement (126). Degrelle n'eut qu'une seule occasion de reprendre une influence directe sur l'évolution de Rex. Au cours d'une visite passagère à Berlin en juin 1942, il rencontra Matthys, Paul Colin et Alfred Lisein, le Chef des Cadres Politiques (127). Mais les dirigeants rexistes ne reçurent guère d'instructions lors de cette rencontre; Degrelle ne s'intéressait qu'au recrutement pour la Légion Wallonie qu'il considérait déjà comme « l'école indispensable pour tous ceux qui voudront affronter les responsabilités de la Révolution » (128). En fait, la séparation de Rex et de son Chef commençait à se faire jour.

Streel et Matthys partageaient les responsabilités. Streel n'avait point le goût de l'art oratoire et, aux grandes réunions rexistes, Matthys jouait le rôle prééminent. Cependant, Matthys ne s'est jamais révélé en public

(125) Vermeire, journaliste et légionnaire, fut envoyé en Belgique en février 1942 pour organiser le recrutement du deuxième contingent de volontaires pour la Légion Wallonie (*Le Pays Réel*, 11/2/42, p. 3, *L'appel du Chef de Rex*). Voir aussi *infra*, p. 35. Jean Georges, entrepreneur et architecte, était un rexiste de la première heure qui avait été en 1940-41 Chef de Province de Namur et adjoint à l'Inspecteur Fédéral du Mouvement. Légionnaire depuis août 1941, il fut renvoyé en mission en Belgique où il remplaça Pévenasse comme Inspecteur Fédéral ff. de Rex. Mais, il ne se dévoua guère à ce poste et son activité principale en 1942 fut celle de député permanent pour la province de Namur (*Vers l'Avenir*, 9-10/3/46, p. 3, *Au Conseil de Guerre de Namur* — Vandevelde à du Val de Beaulieu, 4/9/40 et Rex « Statut du Mouvement » (mai 1941) (CREHSGM, Archives Rex, C11/107 et C11/86) — *Le Pays Réel*, 25/3/42, p. 2, *Chronique du Mouvement*).

(126) *Le Soir*, 7/6/46, p. 3, *Les Conseils de Guerre*. Edouard Degrelle, le père du Chef de Rex et ancien politicien catholique du Luxembourg, jouait un rôle non officiel mais non négligeable dans les affaires rexistes de sa province sous l'occupation allemande (*L'Avenir du Luxembourg*, 31/5/47, p. 1, *Au Conseil de Guerre d'Arlon*). Même si on remarque sa présence à quelques réunions rexistes (voir, par exemple, *Le Soir*, 5/3/46, p. 1-2, *Conseil de Guerre de Bruxelles*) les activités de Madame Léon Degrelle se limitaient pour l'essentiel à une participation symbolique — en tant que Présidente de la Solidarité Légionnaire — aux fêtes et funérailles rexistes (*Le Pays Réel*, 13/1/42, p. 2, *Deux légionnaires exaltent l'héroïsme de la Légion* et 25/10/42, p. 1, *Rex tout entier a communié dans le souvenir de John Hagemans* — *Le Soir*, 17/6/46, p. 1, *La femme de Léon Degrelle est condamnée à dix ans de détention*).

(127) Journal de V. Matthys, p. 7 (CREHSGM) — *La Meuse*, 5/9/45, p. 1, *Conseil de Guerre*.

(128) *Le Pays Réel*, 30/6/42, p. 1, *Rencontre avec le Chef*.

comme un grand chef politique. Son éloquence resta limitée et son image de marque ne dépassa pas celle du petit lieutenant fidèle de Degrelle. De plus, il n'était guère l'idéal fasciste du « Chef » : son physique était peu impressionnant, il donnait l'impression d'être mal nourri et il avait été reconnu avant la guerre comme inapte au service militaire dans l'armée belge ⁽¹²⁹⁾. Matthys prit la responsabilité des décisions les plus importantes mais l'influence sur lui, en privé, des conseils du Chef du Service Politique est indiscutable. L'énergie de Streel fut étonnante dans le cumul des fonctions d'éditorialiste du *Pays Réel* et de direction du Service Politique ⁽¹³⁰⁾.

Interrogé après la guerre, Streel répéta que son dessein constant avait été d'imposer « une politique générale modérée » à Rex ⁽¹³¹⁾. Sans doute exagérait-il dans une certaine mesure l'importance de cette politique de modération. Elle n'en exerça pas moins une influence perceptible sur l'idéologie, le personnel et les actions de Rex. L'infiltration des rexistes dans l'administration publique relevait du Service Politique et la plupart des militants qu'on fit nommer aux postes importants disponibles en 1942 étaient des rexistes de la première heure, de l'aile modérée et nationaliste du mouvement ⁽¹³²⁾. De plus, Streel tenta d'imposer des limites aux contacts entre rexistes et autorités allemandes ⁽¹³³⁾. Pour renforcer l'image de Rex comme mouvement modéré, il inaugura une campagne résolue contre les petits groupements collaborationnistes de caractère wallingant ou extrémiste. *Le Pays Réel* dénonça des « kleptomanes » et des « derviches hurleurs » aux moeurs douteuses qui se vantaient d'être les plus radicaux ⁽¹³⁴⁾. Les instructions de Matthys et de Streel défendirent aux militants rexistes n'importe quel contact avec l'AGRA, le MNPW de Leclercq et le mouvement anti-juif, la Ligue « La Défense du Peuple » dirigée par Lambrichts ⁽¹³⁵⁾.

Malgré la position personnelle de Streel, l'ascendant de sa politique de modération resta toujours fort précaire. Une politique de modération était en contradiction avec la logique implacable de la situation politique de plus en plus isolée de tous les mouvements d'Ordre Nouveau et surtout de celle des militants rexistes. Pour le commun des rexistes, l'année 1942 fut bien déprimante. Une fois encore il n'y eut pas de progrès vers l'acqui-

(129) *La Meuse*, 5/3/47, p. 1, *Des tueurs rexistes au cadavre de la citerne de l'ambassade de France* — AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM Pro Just., 12/9/45, Doc. 48-51.

(130) En même temps, il contribuait par un article hebdomadaire au *Soir* et avait la responsabilité de la rubrique « Chronique des Instituteurs » à *Radio-Bruxelles*.

(131) *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 3-4 (CREHSGM, *Papiers Streel*) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 et *Note écrite...*, 27/5/45.

(132) *Ibidem* — AUD.GEN., *Dossier JS*, Jugement et Appel, Procès-verbal de l'audience publique, 6/8/45, Doc. 12 — Journal de V. Matthys, p. 7-8 (CREHSGM).

(133) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS *Note écrite...*, 27/5/45.

(134) *Le Pays Réel*, 17/6/42, p. 1, *L'excès de zèle et l'outrance des kleptomanes*, 18/6/42, p. 1, *Partout les mêmes intrigants et sots, gonflés de vanité : les convulsionnaires*, 28/6/42, p. 1, *Convertis et kleptomanes* et 22/8/42, p. 1, *Effectifs réduits*.

(135) Le Chef de Rex a.i. aux Cadres Territoriaux, 1/6/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/146) — TB 20, 15/6/42, p. 2.343.

tion du pouvoir politique et même les dirigeants rexistes ne s'attendaient pas à une amélioration de la situation stratégique de Rex avant le retour de la Légion Wallonie (136). De plus, les actions terroristes effectuées par des unités de la résistance menaçaient non seulement les dirigeants mais aussi les militants de Rex (137). La grande majorité de la population considérait les rexistes comme « cette vermine immonde » qu'il faudrait écraser (138). Les militants étaient chassés de leurs emplois et les commerçants rexistes étaient délaissés par leur ancienne clientèle (139). Les amis et les parents des militants ne les fréquentaient plus et, même dans les stalags, en Allemagne, les prisonniers rexistes étaient méprisés par leurs camarades (140). Face à ces problèmes, chaque militant fut obligé de choisir entre un retrait de toute activité politique et la poursuite d'une attitude de collaboration plus radicale et non ambiguë sous la protection directe des autorités allemandes. Une politique de modération, de collaboration limitée, ne pouvait donc recevoir un accueil favorable. Au contraire, c'étaient les expressions radicales favorables à Hitler qui se faisaient applaudir aux réunions rexistes et l'enthousiasme germanique des militants se révéla dans les noms germaniques donnés aux nouveaux-nés rexistes (141). Les rexistes se considéraient comme les soldats du front de l'intérieur, une élite résolue qui luttait pour imposer une révolution violente à une population aveugle (142).

Cette tension entre la politique de Streel et l'attitude plus radicale de nombre de militants se manifesta aussi dans les initiatives de Matthys en 1942. Au cours de l'instruction de son procès d'après-guerre, Streel souligna que sa politique de modération avait joui de l'appui de Matthys (143); mais il est évident que certaines des initiatives du Chef de Rex *ad interim* étaient allées à l'encontre de cette politique. Les écrits et les discours de Matthys prenaient un ton nettement plus radical, épousant des thèmes — comme l'antisémitisme — que Streel s'ingéniait à éviter (144). De plus, Matthys éprouva le besoin de répondre aux attentats contre les rexistes par des actions énergiques : en mai 1942, il annonça une « mobilisation » du mouvement qui entraîna des centaines de militants rexistes dans un camp

(136) *Le Pays Réel*, 24/2/42, p. 3-4, *Le discours du Chef a.l.*, 5/3/42, p. 1, *La situation présente* et 14/3/42, p. 1, *Avec la Légion* — TB 20, 15/6/42, p. 2.343.

(137) TB 20, 15/6/42, p. 2.314 — TB 21, 15/9/42, p. 2.507.

(138) DELANDSHEERE & OOMS, *op.cit.*, II, p. 188-189 — P. STRUYE, *op.cit.*, p. 74 et 101.

(139) *Le Pays Réel*, 10/3/42, p. 2, *Chronique de la Solidarité Légionnaire*, 20/3/42, p. 2, *Chronique de la Solidarité Légionnaire* et 6/8/42, p. 2, *Un coiffeur rexiste*.

(140) *La Belgique Indépendante*, 9/7/42 citée dans CREHSGM, *Fonds INBEL*, n° 980 — *Le Pays Réel*, 3/3/42, p. 2, *Les rexistes dans les Stalags* et 13/3/42, p. 2, *Chronique de la Solidarité Légionnaire*.

(141) *Le Pays Réel*, 30/1/42, p. 2, *Ordres de la Prévôté* et 24/2/42, p. 1, *Notre Légion de l'Est va être renforcée*.

(142) *Le Pays Réel*, 10/6/42, p. 3, *Le nettoyage a commencé à Braine-le-Comte* — Constant aux FC, 24/4/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/264).

(143) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

(144) *Le Pays Réel*, 5/12/41, p. 1, *Anti-sémitisme d'état*, 6/12/41, p. 1, *Les Juifs seront matés* et 3/4/42, p. 1 et 3, *La prestation de serment de la Brigade Motorisée avant son départ pour le front de l'Est*.

d'instruction militaire sous la direction d'instructeurs allemands et leur incorporation dans une *Hilfsfeldgendarmerie* dirigée par les Allemands ⁽¹⁴⁵⁾. Matthys partageait avec beaucoup de militants du mouvement un sentiment de frustration de plus en plus aigu à cause des meurtres de rexistes par la résistance. Quand un dirigeant rexiste de Charleroi, Jean Demaret, fut assassiné en juillet 1942, Matthys, « très énervé et très ému », donna l'ordre à Constant, des Formations de Combat, d'organiser en représailles le meurtre d'un magistrat anglophile ⁽¹⁴⁶⁾. Constant fit une visite à Charleroi où il rencontra les dirigeants rexistes de la région mais il n'y eut pas de suite ⁽¹⁴⁷⁾. La colère de Matthys s'apaisa mais, en août 1942, le Chef de Rex *ad interim* justifia les actions de deux rexistes inculpés des meurtres d'individus qui les avaient insultés. A cette occasion, Matthys promulgua un Ordre du Jour déclarant que : « L'action des camarades Bastin et Weber marque une étape dans l'histoire du mouvement » ⁽¹⁴⁸⁾. En même temps qu'il faisait l'éloge de ces actions violentes, les opinions politiques de Matthys étaient influencées par Léon Van Huffel, correspondant du *Pays Réel* à Berlin. Celui-ci, jeune journaliste et intellectuel, fréquentait les milieux SS de Berlin et s'était convaincu de la nécessité d'une évolution idéologique et politique de Rex vers les doctrines pan-germaniques de la SS ⁽¹⁴⁹⁾. Ces opinions de Van Huffel firent impression sur Matthys mais le Chef de Rex *ad interim* finit quand même par admettre les arguments opposés de Streel en faveur de la poursuite d'une politique nationaliste et modérée ⁽¹⁵⁰⁾. De plus, Streel réussit à le convaincre de la nécessité d'une nouvelle initiative pour raffermir le rôle de Rex comme force motrice de la collaboration modérée.

C'est au cours de l'automne de 1942 — époque complexe qui se révéla décisive pour l'histoire de Rex — que se déclencha une campagne dont le point de départ fut la création en septembre 1942 d'un Conseil Politique de Rex ⁽¹⁵¹⁾. Ce conseil n'était qu'un organisme consultatif mais il était composé des représentants de nombre d'institutions collaborationnistes francophones ⁽¹⁵²⁾. Parmi les 17 personnalités qui assistèrent à la réunion inau-

(145) VM aux Cadres Territoriaux, 5/5/42 et Circulaire du Service K de l'EM du Chef, octobre 1942 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/145 et C11/149) — Mémoire de V. Matthys, p. 90-92 (CREHSGM) — Robert Siméon Pro Just., 15/12/46 (CREHSGM, JB 20) — TB 20, 15/6/42, p. 2.384-2.385 — AUD.GEN., *Dossier LC*, Inst., VM Pro Just., 25/11/46, Doc. 210-211 et *Documentation Jans*, 52 cité dans *Dossier VM*, Documentation, Farde J, Doc. 47-50.

(146) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., Albert Constant Pro Just., 27/12/46 et VM Pro Just., 12/2/47, Doc. 280-281 et 283-284.

(147) *Ibidem* — AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., Procès-verbal de l'audience publique, 13/6/46, Jean Avart, Léon Bertrand et Jean Fontaine Pro Just., 13/12/46, Doc. 271 et 274-276.

(148) Ordre hebdomadaire cité dans *Documentation Jans*, 14.

(149) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 et JS *Note écrite...*, 27/5/45 — AUD.GEN., *Dossier JS*, Jugement et Appel, Procès-verbal de l'audience publique, 6/8/45, Doc. 12 — *Le Soir*, 16/8/46, p. 2, *Les Conseils de Guerre*.

(150) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS *Note écrite...*, 27/5/45.

(151) Note du 19/9/42 et VM à Daye, 23/9/42 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 290). On l'appela indifféremment le Conseil Politique ou Bureau Politique de Rex.

(152) *Ibidem* — *Le Soir*, 4/6/47, p. 5, *Conseil de Guerre de Bruxelles* — Mémoire de V. Matthys, p. 38 (CREHSGM) — AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45.

gurale, on notait Raymond De Becker et Pierre De Ligne du *Soir*, Paul Colin et Pierre Daye du *Nouveau Journal*, Letesson de *La Légia*, les gouverneurs Leroy et Petit du Hainaut et de Liège, Delvaux, chef de cabinet wallon de Romsée au Ministère de l'Intérieur, De Meyer, secrétaire général aux Travaux Publics et Paul Garain, secrétaire général pour la Wallonie de l'UTMI⁽¹⁵³⁾. Aux réunions du conseil on discuta la politique flamingante de la *Militärverwaltung* ainsi que les ordonnances établissant le travail obligatoire en Allemagne⁽¹⁵⁴⁾: mais le rôle essentiel du conseil fut celui de vecteur d'une transformation de Rex en un groupement plus large situé au centre du monde collaborationniste et qui aurait été à même d'imposer ses convictions pro-belges aux projets allemands. Streeel a dit : « Je voulais passer du cadre étriqué du rexisme à quelque chose de nouveau qui aurait reçu une nouvelle appellation et fait appel à un nouveau personnel. Dans ce but, je m'efforçai par des contacts personnels de grouper autour du mouvement des sympathies prêtes à s'affirmer dans le cadre d'une formation plus vaste »⁽¹⁵⁵⁾.

Cette nouvelle formation n'aurait pas contenu les extrémistes germanophiles qui étaient « prêts à livrer notre peuple aux plus dangereuses aventures »⁽¹⁵⁶⁾. Streeel voulait ainsi attirer les collaborationnistes non-rexistes qui partageaient ses conceptions plus modérées et pro-belges et il fit ces ouvertures à un moment opportun. Raymond De Becker, Robert Poulet et plusieurs de leurs collègues voyaient l'avenir avec inquiétude. L'évolution de la situation militaire avait détruit leur justification essentielle de la collaboration comme une nécessité patriotique et ils craignaient les intentions pro-flamandes ou annexionnistes des Allemands. De plus, leurs efforts de propagande en faveur d'un Nouvel Ordre belge ne trouvaient plus d'écho dans une population hostile à toute idéologie autoritaire⁽¹⁵⁷⁾. Francs-tireurs, dépourvus d'influence et de tout appui populaire, ces journalistes non-rexistes s'intéressaient à une alliance avec un mouvement rexiste moins degrellien sous la direction de Streeel. Robert Poulet du *Nouveau Journal* resta comme toujours très circonspect envers les rexistes et ne fut pas membre du Conseil Politique⁽¹⁵⁸⁾ mais, dans ses articles, il soutint le projet d'un parti unique francophone dans lequel le mouvement rexiste aurait le droit de jouer le rôle déterminant⁽¹⁵⁹⁾. L'attitude de Raymond De Becker fut moins nuancée. Sous le titre *En marche vers l'unité*, il loua l'évo-

(153) Note: Première séance du nouveau Bureau Politique, 25/9/42 et Bureau Politique à Reeder, 28/9/42 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 290).

(154) *Ibidem*. Pour les activités du Conseil Politique en réponse au travail obligatoire, voir p. 27.

(155) AUD.GEN., *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 et Note écrite..., 27/5/45 — *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 3 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(156) *Le Pays Réel*, 14/10/42, p. 1, *La mise au point de la stratégie révolutionnaire*, 21/10/42, p. 1, *Perspectives du parti unique*, 7/11/42, p. 1, Jacques Doriot contre les kleptomanes et 29/11/42, p. 1 et 6, *On ne fait pas la révolution sans révolutionnaires*.

(157) P. STRUYE, *op.cit.*, p. 106.

(158) R. POULET, *Histoire du Nouveau Journal*, p. 49 (Arch.pers. d'Alain Dantoing).

(159) *Le Nouveau Journal*, 19/10/42, p. 1, *Le point essentiel* et 24-25/10/42, p. 1, *Aspiration à la discipline*.

lution du mouvement rexiste et se déclara prêt à conclure « une totale unité d'organisation et de combat » ⁽¹⁶⁰⁾.

La politique de Streeel ne se limita pas au côté francophone. Encouragé par le passage du VNV sous le contrôle d'Elias, Streeel ranima les relations entre Rex et un mouvement nationaliste flamand qu'il croyait plus favorable à l'idée belge ⁽¹⁶¹⁾. Deux ou trois réunions eurent lieu entre Elias et Streeel en vue de préparer « une entente plus étroite de Rex et du VNV pour résister aux pressions des annexionnistes allemands » ⁽¹⁶²⁾.

Le 25 octobre 1942, Rex organisa un grand rassemblement au Palais des Sports de Schaerbeek, théâtre des grands discours degrelliens de 1936-1937 ⁽¹⁶³⁾. Devant cette assemblée de quelques milliers de militants et de sympathisants, Matthys prononça un long discours affirmant la fidélité irrévocable de Rex à la politique de collaboration et à la révolution nationale-socialiste. Employant la phraséologie radicale caractéristique de sa rhétorique, Matthys stigmatisa les juifs, les bourgeois et le clergé politicien ⁽¹⁶⁴⁾; mais ses observations sur les racines germaniques des Wallons constituèrent l'aspect le plus significatif du discours. Il admit que par ses origines raciales, historiques et géographiques la race wallonne appartenait au monde germanique mais il lia cette acceptation du caractère germanique des Wallons à plusieurs allusions à la patrie belge ⁽¹⁶⁵⁾. De plus, il aboutit à la conclusion que la reconnaissance des origines germaniques des Wallons favoriserait le renforcement des contacts avec la Flandre dans le cadre d'une Belgique régénérée ⁽¹⁶⁶⁾. Ces idées ne transformaient point l'idéologie traditionnelle rexiste. Matthys avait accepté les théories germaniques des radicaux mais il se servait de ces théories pour justifier l'unité de la Belgique : « Notre fidélité jalouse à notre propre Patrie est la garantie la plus certaine de la fidélité que nous saurons témoigner au monde germanique » ⁽¹⁶⁷⁾.

Streeel approuva cette formule pro-belge et, pour la première fois, il parla — avec beaucoup de précaution — des origines germaniques des Wallons ⁽¹⁶⁸⁾. Mais cette rhétorique germanique superficielle ne faisait guère d'impression sur Reeder de la *Militärverwaltung*. Il observa : *Diese Ausführungen bedeuten allerdings noch keine Abkehr von dem Gedanken des belgischen Einheitsstaates, den Rex bisher immer in den Vordergrund gestellt hat* ⁽¹⁶⁹⁾.

(160) *Le Pays Réel*, 29/10/42, p. 1, *En marche vers l'unité* (repris du *Soir*).

(161) *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 3 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

(162) AUD.GEN., *Dossier JS, Info., Note écrite...*, 27/5/45.

(163) Chef de Rex a.i. au Chef de Cercle de Virton, 29/8/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/148) — *Le Pays Réel*, 27/10/42, p. 1-2, *Une grande manifestation de force et de foi*.

(164) *Ibidem*.

(165) *Ibidem*.

(166) *Ibidem*.

(167) *Ibidem*.

(168) *Le Pays Réel*, 6/12/42, p. 1, *Facteurs de mort et de vie*.

(169) TB 22, 31/12/42, p. 2.743.

Malgré les efforts de Matthys et de Streel, la divergence entre cette politique de modération et l'atmosphère politique plus générale se révéla de plus en plus aiguë. Ces mois de la fin de 1942 constituèrent une époque de crise extraordinaire pour tous les partisans de la collaboration. La brusque inauguration d'un système de travail obligatoire en Allemagne jeta le monde collaborationniste dans la consternation. Le Conseil Politique déclara : « Il faut s'efforcer d'éviter cette réquisition qui évoquerait les déportations de l'autre guerre et serait d'un effet psychologique déplorable et pourrait interrompre toute politique de collaboration »⁽¹⁷⁰⁾. Le Conseil fit des représentations à la *Militärverwaltung* et il semble qu'une délégation de ses membres fit une visite à Berlin pour présenter des contre-propositions aux autorités allemandes⁽¹⁷¹⁾. Ces efforts ne rencontrèrent aucun succès et, d'après Matthys, les dirigeants rexistes envisagèrent à ce moment la possibilité d'une rupture symbolique avec la politique de collaboration⁽¹⁷²⁾. Cette hésitation ne fut pas de longue durée : le 21 octobre une directive rexiste annonça l'appui inconditionnel des ordonnances allemandes⁽¹⁷³⁾. Les groupes rexistes dressèrent des listes « d'éléments associatifs » estimés aptes à travailler en Allemagne et des négociations furent entamées pour assurer l'exemption des rexistes des déportations⁽¹⁷⁴⁾. Ce dénouement de la réaction rexiste au travail obligatoire constituait une défaite considérable de la politique streelienne : nonobstant l'action unifiée des membres du Conseil Politique, ils n'avaient pas réussi à fléchir la résolution des autorités allemandes et, enfin, Rex devait approuver des mesures allemandes détestées de la grande majorité de la population.

Déjà acculés, les dirigeants rexistes durent affronter en même temps les conséquences de la vague d'attentats qui déferla sur le pays en octobre et novembre 1942⁽¹⁷⁵⁾. Pour la première fois, d'importants dirigeants

(170) Note : Première séance du nouveau Bureau Politique, 25/9/42 (CREHSGM, *Papiers Daye*, Doc. 290).

(171) Mémoire de V. Matthys, p. 69 et Journal de V. Matthys, p. 10 (CREHSGM). Daye fit mention d'une visite à Berlin « pour les ouvriers belges » le 12 novembre (CREHSGM, *Papiers Daye*, « Entrevues de 1940 à 1944 »). Voir aussi Daye à Biltrays, 19/10/42, Doc. 298. La présence d'une délégation composée de Matthys, Paul Colin, Raymond De Becker et Pierre Hubermont de *La Légia*, à Berlin, est confirmée par un article du *Journal de Charleroi*, 13/11/42, *Le Cercle Wallon de Berlin*, cité dans CREHSGM, *Archives Cercles Wallons*, C13/13.4. Hubermont souligna après la guerre que cette visite avait été effectuée pour faire cesser la campagne de F.-M. Collard, de l'hebdomadaire *L'Effort Wallon*, contre la mentalité pro-belge des collaborationnistes de Bruxelles (Hubermont « Mémoire à l'intention de M. Paul Struye », CREHSGM, *Collection L'An 40*, W3/73). On regrette que Matthys n'ait jamais fourni d'explication à propos de cette visite.

(172) Mémoire de V. Matthys, p. 71-74 (CREHSGM).

(173) « Inutile de dire qu'en Nationaux-Socialistes, nous collaborons à fond pour la réussite de cette ordonnance » (Chef des Cadres Territoriaux aux Chefs de Cercles, 21/10/42, CREHSGM, *Archives Rex*, C11/219).

(174) Simar aux Chefs de Groupe, 26/12/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/321.8) — Ordres de l'EM des FC, 12/12/42 cités dans *Documentation Jans*, 53 — Brunet aux Chefs de Cercles et de Groupes, 18/2/43 et Dupont et Brunet aux Chefs de Cercles, 3/3/43 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/232).

(175) TB 22, 31/12/42, p. 2.769 — Von Craushaar aux OFKs et FKs, 28/4/43 (GRMA, T-501, 97, 473-481) — P. STRUYE, *op.cit.*, p. 102.

rexistes furent au nombre des victimes — notamment l'abbé Kaumont, le plus influent des prêtres de convictions rexistes, Prosper Teughels, bourgmestre du Grand-Charleroi, et le Dr. Hénault, bourgmestre et chef du cercle rexiste de Verviers ⁽¹⁷⁶⁾. Ces meurtres audacieux déclenchèrent la panique à tous les échelons du mouvement ⁽¹⁷⁷⁾: à Liège, par exemple, Gérard Willems, le bourgmestre pro-rexiste, et trois de ses échevins démissionnèrent de leurs fonctions politiques et le bourgmestre lui-même chercha asile dans un sanatorium ⁽¹⁷⁸⁾. Les rexistes exerçant des fonctions dans l'administration publique étant les victimes de prédilection de la résistance, Matthys et Streeel admirent la possibilité, par une circulaire adressée à ces notables, d'un retrait éventuel de leurs fonctions ⁽¹⁷⁹⁾. Streeel voulait trouver une solution « belge » au problème de la sécurité des rexistes ⁽¹⁸⁰⁾ mais Matthys était convaincu qu'il fallait dorénavant compter sur l'aide des autorités allemandes. Suite aux attentats, le Chef de Rex *ad interim* adressa deux lettres à la *Militärverwaltung* exigeant des représailles draconiennes contre la population civile et appuyant l'exécution d'otages belges ⁽¹⁸¹⁾. Une fois encore, la collaboration extrémiste triomphait.

Fin 1942, la politique de Streeel était menacée. En dépit du succès de ses négociations avec d'autres collaborationnistes, le développement de la situation politique en Belgique indiquait qu'il n'y avait qu'un style de collaboration qui restât valable — celui d'une acceptation totale et sans réserves des politiques allemandes. En outre, au sein de Rex, la balance des forces ne favorisait plus Streeel. Sous la pression des événements, Matthys se résignait à la collaboration extrême et son attitude trouvait écho parmi les employés et officiers de l'Etat-Major rexiste. Ils n'acceptaient plus les limites imposées à leurs actions par la politique de modération et quelques radicaux tentèrent de mener des politiques indépendantes des directives de Streeel. Charles Lambinon fut au nombre de ces mécontents. Il s'était établi à la tête du BIRD, le Bureau d'Information, de Renseignements et de Documentation ⁽¹⁸²⁾. En principe, ce bureau n'était que la centrale d'un réseau de renseignements mais, à l'encontre des instructions de Streeel, il encouragea la collaboration des rexistes avec les polices allemandes. Par-

(176) *Le Pays Réel*, 13/11/42, p. 1, *Notre camarade Ch. Hénault...*, 20/11/42, p. 1, *Notre camarade Jean Teughels...* et 19/12/42, p. 1, *C'était un saint père...* — J. WYNANTS, *Verviers libéré*, Verviers, 1984, p. 193 — DELANDSHEERE & OOMS, *op.cit.*, II, p. 539-540.

(177) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., VM et Albert Constant Pro Just., 12/2/47, Doc. 283-284 — TB 22, 31/12/42, p. 2.743.

(178) TB 22, 31/12/42, p. 2.755 — *La Meuse*, 25/1/46, p. 2, *Gérard Willems, Chevalier, Waroux et Dengis devant le Conseil de Guerre*.

(179) VM et JS aux Cadres Politiques, 27/11/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/230).

(180) AUD.GEN., *Dossier JS*, Cour Militaire, JS à Grauls, 19/11/42 et JS Pro Just., 5/10/45, Doc. 9 et 12.

(181) VM à Dr. Callies, 14/11/42 (CREHSGM, *Papiers Grauls*, PG5/245) — VM à Reeder, date inconnue, cité dans Simar aux Chefs de Groupes, 21/11/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/321.8). Suite à ces lettres, Matthys fut reçu par un représentant de la *Militärverwaltung* (AUD.GEN., *Dossier JS*, Cour Militaire, JS Pro Just., 4/10/45, Doc. 12).

(182) Conseil de Guerre de Bruxelles, Exposé des Faits, 3/3/47, p. 4 (CREHSGM, JB 13) — *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 7-8 (CREHSGM, *Papiers Streeel*).

tisan d'une police rexiste qui pourrait affronter les forces de la résistance (183), Lambinon dressa des listes d'éléments anglophiles et organisa la surveillance de notables connus pour leurs sentiments patriotiques (184).

En décembre 1942, le retour de Degrelle accompagné d'un corps substantiel de légionnaires fut annoncé à Bruxelles (185). Pendant ses activités militaires en Russie, les opinions politiques du Chef de Rex avaient beaucoup évolué. Il s'avéra qu'il ne s'intéressait plus au mouvement rexiste et que désormais la Légion Wallonie serait au centre de ses préoccupations : « Il était convaincu que l'Allemagne ne pouvait être impressionnée que par les exploits et l'importance d'une formation militaire comme la Légion. L'activité politique, la presse, c'étaient des bagatelles. Il n'y avait que la Légion » (186). Tous ses efforts furent dirigés vers la consolidation de la Légion Wallonie. A ses interlocuteurs allemands, Degrelle suggéra l'expansion de la Légion en un régiment et, même, la création d'une deuxième Légion qui combattrait en Afrique du Nord ainsi que l'intégration de la Légion à la *Waffen-SS* (187).

Instruit des rivalités byzantines existant à l'intérieur du *Reich*, Degrelle estima qu'il devait s'allier aux autorités de la SS de Berlin (188). En route vers la Belgique en décembre 1942, il fut reçu pour la première fois dans les bureaux berlinois de la SS et y rencontra Gottlob Berger, le Chef du *SS-Hauptamt* (189). Ces discussions traitant de son propre avenir politique, de sa Légion ainsi que de la situation politique en Belgique l'impressionnèrent profondément (190). Degrelle se sentit pour la première fois près de conquérir le pouvoir politique et il se convainquit que les adjoints d'Himmler lui offriraient une position d'autorité dans un grand *Reich* germanique dominé par la SS.

(183) AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., Henri Marcovitz Rapport N 6, 11/3/46, Doc. 119-121 et *Dossier JS*, Info., JS Pro Just., 24/5/45 — *Observations sur l'acte d'accusation*, p. 7 (CREHSGM, *Papiers Streef*).

(184) *Ibidem* — JS aux Chefs de Cercles, 20/11/42 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/229) — AUD.GEN., *Dossier VM*, Info., Jean Fontaine Pro Just., 13/12/46, Albert Constant Pro Just., 27/12/46, VM Pro Just., 12/2/47, Doc. 274-276, 280-281 et 283-284.

(185) *Le Pays Réel*, 20/12/42, p. 1, *Après une campagne de quinze mois...*

(186) *Au sujet de l'article 115*, p. 12 (CREHSGM, *Papiers Streef*).

(187) *Ibidem*, p. 11-12 — *Politisches Archiv Bonn*, Inland II g, 487, Namen, Degrelle, cité dans A. DE JONGHE, *op.cit.*, Troisième Partie, in *Cahiers...*, V, Bruxelles, 1978, p. 71 — Rapport de Baumann destiné à Von Harbou, 29/12/42 (GRMA, T-501, 175, 85) — *Oberkommando der Wehrmacht*, WFSI, Qu(Verw.), 13/2/43 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/124bis, Doc. 3).

(188) On trouve une analyse des origines de la politique pro-SS de Degrelle dans A. DE JONGHE, *op.cit.*, Troisième Partie, in *Cahiers...*, V, Bruxelles, 1978, p. 51-60.

(189) Himmler à Lammers, 25/3/43 (CREHSGM, *Archives Rex*, C11/124bis, Doc. 7) — *L'Eventail*, 6/6/80, p. 9, *Léon Degrelle, le procès qui n'a jamais eu lieu* — P. DASTIER, *op.cit.*, p. 12.

(190) *Procès von Falkenhausen*, Reeder à l'*Oberkommando des Heeres*, 26/1/43, Doc. 117 (CREHSGM).